

PENSÉE UNIQUE ET « POLITIQUEMENT CORRECTE » : LES MEILLEURS ALLIÉS DU CAPITALISME

D'Altoé Laurent

Qui n'a pas au moins une fois ressenti la désagréable impression d'entendre toujours les mêmes discours sur les mêmes sujets ? Bienvenue dans un monde où pensée unique et subtile perversion des termes participent à un seul et même but : faire croire au bon peuple que la voie socio-économique actuellement suivie à la cravache constitue la seule alternative viable.

Ce « politiquement correct » revêt parfois bien des variantes dans sa définition, mais on peut cependant s'appuyer sur le postulat suivant : « *Le politiquement correct (anglicisme de politically correct, PC) désigne, presque toujours pour la dénoncer, une attitude véhiculée par les politiques et les médias, qui consiste à adoucir excessivement les formulations qui pourraient heurter un public catégoriel. Pour ses détracteurs, le politiquement correct met ainsi en place un carcan intellectuel que toute expression d'une opinion doit accepter, imposant en fin de compte d'adopter un ensemble d'idées.* ».¹

Ce lissage du discours sert en fait, d'une part, à faire passer un ou plusieurs concepts et, d'autre part, à adapter le langage afin de gommer les aspects les plus désagréables du projet.

Bien entendu, le système visant à faire passer un concept dominant via une adaptation du sens des mots profite depuis des décennies au modèle économique et social issu en droite ligne du capitalisme triomphant. Comme le fait très bien remarquer Ignacio Ramonet : « *Le premier principe de la pensée unique est d'autant plus fort qu'un marxiste distrait ne le renierait point : l'économie l'emporte sur le politique. (...) Une économie débarrassée, il va de soi, de l'obstacle du social, sorte de gangue pathétique dont la lourdeur serait cause de régression et de crise* ».²

Cachez cette misère...

On voit donc bien se dégager la nécessaire alliance entre le langage et l'idée-force. L'estompement artificiel des ravages du système économique-social actuel devra nécessairement passer par la « moulinette » linguistique du politiquement correct. Une évolution particulièrement visible ces dernières années : le chômeur devient demandeur d'emploi, la misère et la pauvreté revêtent les habits plus présentables de l'exclusion, la recherche de travail, dans un contexte où il n'existe pas ou peu, apparaît presque par miracle comme projet professionnel,... On ne licencie plus, on restructure, les multinationales ne ferment plus un siège, elles redéplient leurs activités,... Ces

¹ http://fr.wikipedia.org/wiki/Politiquement_correct

² Ignacio Ramonet : « La pensée unique », *Le Monde Diplomatique*, janvier 1995.

termes édulcorés sont parfois aussi appelés « novlangue », c'est-à-dire : « *La mise en circulation, par de multiples biais, parmi lesquels comptent évidemment au premier chef les médias, d'une langue spécifique : des mots, des expressions, des tournures de phrases, etc, progressivement passés dans le langage courant. Ce langage est destiné, selon le cas, à faire accepter le monde tel que les intérêts de la classe dominante le façonnent, en gros, comme dans le détail ; ou à désarmer ceux qui auraient tout intérêt à lutter contre ce monde pour en faire advenir un autre,...* ».³

Au niveau européen la période que nous vivons actuellement est malheureusement riche en exemples de cette déviance. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire quelques déclarations du Président du Conseil européen Herman Van Rompuy. Ce grand défenseur des politiques d'austérité s'expliquait encore dans une récente interview accordée à infocatho.be (cela ne s'invente pas, ndlr,...) : « *Venir au secours de l'euro est une opération de stabilité indispensable pour la survie de l'Union(...). La solidarité demande toujours un effort et un dépassement de soi* »⁴. Si l'on reprend les termes « stabilité » et « solidarité », rien de bien effrayant. Si ce n'est qu'il est parfois nécessaire de voir ce qui se cache derrière les mots. Stabilité, dans le jargon européen veut notamment dire sabrer dans les services publics au nom de la sacro-sainte orthodoxie budgétaire. Quant au vocable « solidarité », il masque dorénavant le fait que les efforts demandés sont surtout portés par les classes socio-économiques les moins nanties.

Les mots qui tuent

Le patronat mondial, et belge en particulier est passé maître dans l'art de l'euphémisation en matière économique. En 2010, la FEB, via une étude commandée (là aussi, le terme a son importance) à la KUL, retape sur le clou déjà bien usé de la modération salariale : « *Si l'on modère les salaires, on créera de l'emploi. Tel est le postulat de la Fédération des Entreprises de Belgique, étude universitaire à l'appui* »⁵. La rengaine n'est pas neuve mais le terme « modération salariale », constamment utilisé par tous les patronats du monde, est loin d'être neutre : « *Les définitions techniques de la notion élaborées par les économistes occultent le fait-pourtant révélé par les statistiques qu'ils produisent eux-mêmes, - que l'expression ne se réfère nullement à un ralentissement de la croissance des salaires, mais bien à une diminution de ceux-ci* »⁶. Evidemment, dit comme cela, cela pourrait moins bien passer...

La FEB, demeure une grande utilisatrice des ces termes édulcorés, mais elle est loin d'être la seule. Le premier Ministre Elio Di Rupo déclarait récemment : « *Même si notre pays a connu hier une grève générale, une chose est certaine : organisations patronales, syndicats et Gouvernement, ensemble nous devons poursuivre le chemin de la concertation sociale* »⁷. Cette dernière appellation, aux apparences bien rassurantes, cache en fait une idéologie qui l'est bien moins : « *Le dialogue est donc une pédagogie du consensus social qui discrédite le conflit social de façon globale. Cette Philosophie, très marquée par une conception démocrate-chrétienne de la société, qui est au cœur du projet de la « troisième voie » comme « voie unique » et qui est soutenu de plus en plus largement au sein de la classe politique en Europe, menace la possibilité de poursuivre l'extension de la démocratie et, au besoin, de dépasser le capitalisme* »⁸.

³ « De la novlangue contemporaine : « Le politiquement correct » et la « bien-pensance ». », publié sur Agoravox, le 06/08/2010.

⁴ Interview consultable sur <http://info.catho.be>

⁵ Bernard Demonty : « La FEB veut une modération salariale », in *Le Soir*, 23 juin 2010.

⁶ Jean-Marie Klinkenberg, in « Les nouveaux mots du pouvoir », sous la direction de Pascal Durant, Editions Aden, 2007, p. 308.

⁷ Vœux aux corps constitués, 31 janvier 2012 (disponible sur <http://premier.fgov.be/fr/print/9349>).

⁸ Corinne Gobin, in « Les nouveaux mots du pouvoir », op. cit., p.140.

Danger

Depuis des années donc, l'articulation d'une pensée unique quant aux bienfaits du capitalisme et son aménagement via la troisième voie se réalise via un langage adapté (qui n'est plus occasionnel mais dorénavant structuré) destiné à masquer les graves conséquences socio-économiques actuelles. Le tout devenant la norme en matière de comportement politique. Quand Olivier Chastel (MR) Ministre du Budget, à propos des prévisions 2013, refuse de parler d'austérité, il tente surtout d'en masquer les effets pervers par un bel exercice de rhétorique droitière : « *C'est un exercice de rigueur, un exercice de soutien à une trajectoire budgétaire que nous avons décidé lors du programme de stabilité en mars dernier* »⁹. Jolie pirouette...

Bref, cette pensée unique nourrie de politiquement correct et s'appuyant sur des termes édulcorants semble bien faire recette, avec des conséquences plus que dommageables, comme le rappelle la philosophe politique Chantal Mouffe : « *C'est ainsi que s'est effectué un déplacement vers une 'république du centre' qui ne permet pas qu'émerge la figure pourtant nécessaire de l'adversaire ; l'antagoniste d'avant est devenu un concurrent dont on va simplement essayer d'occuper la place, sans qu'ait lieu un véritable affrontement des projets de chacun* »¹⁰.

Le modèle libéral actuel n'est donc pas la seule voie, loin s'en faut. Et cette conviction passe aussi par la réappropriation des mots traduisant la lutte.



⁹ Patricia Labar : « Chastel : « La rigueur, pas l'austérité », in Le Soir, 20 novembre 2012.

¹⁰ Chantal Mouffe « La politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle », Editions La Découverte/MAUSS, 1994, p.9.